



Florence Portelli

CETTE ÉLUE DE DROITE QUI DONNE DE LA VOIX

Dans son livre "Franc-parler" (Éditions du Cerf), dont nous publions des extraits exclusifs, la vice-présidente de la région Île-de-France plaide pour une refonte culturelle de la droite, dont elle n'hésite pas à faire l'inventaire des erreurs et des échecs passés. Sur le logement, sur l'écologie, sur l'économie, elle milite pour que les vieilles analyses paresseuses et les vieilles recettes inopérantes proposées par son camp politique soient remplacées par des initiatives et des projets plus en phase avec la société française. En prenant notamment exemple sur les réussites de nombreux élus locaux. Selon la maire de Taverny, la reconquête des électeurs et le retour au pouvoir de la droite est à ce prix-là.

Notre famille politique s'est construite à partir du modèle d'un homme qui a su se lever et dire « non » pour mener vers l'espérance. Dans la continuité de ce « non », le général de Gaulle a toujours œuvré à donner à notre pays les moyens de son indépendance. Celui qui se prétendait son héritier, Jacques Chirac, fraîchement converti à la cause, a fait le choix tardif de la soumission en soutenant le traité de Maastricht.

Cette soumission fut en prime l'aboutissement de reniements permanents destinés à se faire aimer des « élites » de l'époque et décrocher ainsi un brevet en respectabilité politique comme les enfants décrochent la queue du tigre dans les manèges. Terrible soumission qui n'a eu pour effet que d'éloigner l'Europe de ses citoyens. Une soumission aux diktats des technocrates de Bruxelles. Une soumission même de nos instances juridictionnelles qui finirent par assujettir notre Constitution au droit européen. Ce ralliement au « oui » de Jacques Chirac s'est fait sans ardeur et sans conviction profonde, l'intéressé lui-même annonçant son choix « *en toute lucidité, sans enthousiasme, mais sans états d'âme* ».

Mais l'abandon caractérisé de la droite, c'est aussi d'avoir laissé à la gauche des thématiques fondamentales comme la culture, l'éducation ou l'écologie. Comment laisser le champ de la culture à la gauche alors qu'André Malraux fut à la tête du premier ministère des Affaires culturelles, qu'il incarna la volonté de l'État de mener une véritable politique culturelle, qu'il s'attacha à la restauration du patrimoine et aida profondément les artistes et les différentes disciplines artistiques.

Pourquoi avoir laissé la gauche faire de l'éducation le temple de son idéologie au détriment, parfois, de l'instruction et des élèves ? Pourquoi avoir aussi laissé à la secte verte le monopole de l'écologie pendant des années alors qu'il s'agit d'un thème qui touche au bien commun ? Il est frappant et désolant d'observer que nombre de maires de droite ou présidents d'exécutifs départementaux et régionaux appliquent dans les territoires des politiques d'éducation artistique et culturelle ambitieuses, qu'ils défendent une vision de l'écologie qui ne s'oppose pas à l'humain et au progrès – contrairement aux autoproclamés détenteurs de la défense de la planète (le fait qu'ils taxent de greenwashing tout ce qui viendrait empiéter sur leur fonds de commerce vert est à cet égard assez révélateur). Et pourtant, malgré cette richesse locale, la droite nationale n'a pas toujours su ériger en politique d'État ces exemples territoriaux.

Enfin, la droite a péché par lâcheté en abandonnant au pouvoir toute opinion claire sur la politique du logement. Si les élus locaux fustigent en permanence les absurdités de la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU) et ses dérivés, s'ils pointent du doigt le fait que la logique chiffrée de ce texte prive les quartiers populaires d'une vraie et nécessaire mixité sociale, la droite au pouvoir n'a pas osé réformer en profondeur la politique de l'habitat, probablement par peur d'être accusée de ne pas aimer les plus défavorisés. En cela, elle s'est engouffrée dans la confusion entre logement social et logement d'urgence, empêchant



les classes moyennes et les travailleurs pauvres d'accéder à la propriété par une politique de parcours résidentiel.

RESTAURER LA BEAUTÉ DANS LES VILLES

[...] Il faudrait restaurer les concours d'architecte avec dans les jurys des spécialistes du patrimoine, des philosophes, des historiens, des paysagistes et des artistes, bref tous ceux qui concourent à la beauté du monde. Il faudrait rendre incontournables les règles d'urbanisme, notamment lorsqu'il s'agit de l'implantation des antennes relais ou des éoliennes. Il faudrait restaurer la Datar (Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale), rendue inopérante car coincée entre le pouvoir d'aménagement des collectivités et celui de l'Europe, ce qui serait plus utile qu'un commissariat dont l'utilité n'est autre que d'assurer un abri politique à François Bayrou. Il faut aussi revoir la gestion de la propriété et des chantiers. Non, cette idée n'est pas, comme l'a trop souvent dit l'équipe municipale parisienne, une notion bourgeoise. La dégradation permanente qui semble ici érigée en doxa pointée à juste titre par le mouvement Saccage Paris ; ce goût très prononcé pour le mauvais goût proclamé par l'Hôtel de Ville ; cet effacement programmé d'un patrimoine dont l'héritage est refusé : cela demeurera dans l'histoire des capitales européennes comme une œuvre de destruction massive en temps de paix. Parmi les armes employées par Madame Hidalgo pour satisfaire sa phobie du beau : les chantiers. Ces derniers ont fleuri à Paris à une cadence démente participant à la défiguration de la capitale. Dans la capitale, on ne fait pas des travaux, on fait des chantiers.

ÉCOLOGIE RESPONSABLE

Quelle politique écologique peut-être menée et surtout incarnée par la droite ? Comment peut-elle convaincre nos concitoyens des territoires, excédés par les agressions répétées des Verts contre leur mode de vie ? Tous ont compris que les écologistes radicaux constituent un pseudo-clergé qui met un point d'honneur à déconstruire violemment des traditions séculaires. Interdire un sapin de Noël dans une ville, en quoi cela fait-il avancer la cause environnementale ? Ou interdire à des enfants handicapés de réaliser leur rêve de voler dans les airs sous prétexte qu'il faut combattre le transport aérien ? Est-ce en soufflant dans les trompettes de l'apocalypse et en brandissant le fouet de l'écologie punitive que l'on bâtera un projet qui rassemblera les Français ? On l'aura compris, l'écologie est quelque chose de trop sérieux pour être laissé aux seuls écologistes.

[...] Face aux nombreux défis posés par l'écologie, la droite est comme à son habitude partagée entre deux choix qui la paralysent : doit-elle rester le héraut d'un conservatisme nostalgique des Trente Glorieuses ou se convertir aux thèses des contempteurs du progrès ? Là encore, elle gagnerait à partir du terrain, qui est toujours le meilleur moyen de s'affranchir des quolibets et des oukases des sectateurs de la pensée unique écologique. Comment ? En revendiquant une politique incitative et contractuelle plutôt qu'en imposant de façon arbitraire l'application de nouvelles normes trop souvent inadaptees. Dans certains États, les objectifs sont ainsi définis entre le local et le national par voie conventionnelle et non législative, incitant à favoriser la densité plutôt que l'éparpillement sans pour autant passer par des mesures d'interdiction. Comme il existe un consentement à

3 questions à Florence Portelli**“La droite doit retrouver du panache !”**

Êtes-vous d'accord avec l'idée que le nouveau gouvernement penche à droite ?

Il est vrai qu'il y aura bientôt plus de ministres proches de Nicolas Sarkozy dans un gouvernement sous la présidence d'Emmanuel Macron qu'il n'y en a eu sous la présidence de Chirac. Un casting fait-il une politique ? La réponse est non, bien sûr. Qu'importe l'équipage si vous n'avez ni gouvernail ni boussole, si vous êtes condamné à suivre les courants. Mon livre est justement un plaidoyer pour faire revivre le débat d'idées et arrêter de se contenter de ce vide accentué par des coups de com' permanents. Emmanuel Macron occupe la galerie médiatique en empruntant des éléments de langage qu'il croit de droite. Demain, il se posera ailleurs. C'est un caméléon politique : mettez-le sur une couverture écossaise, il deviendra fou.

La culture est un de vos thèmes de prédilection. Que vous inspire la nomination de Rachida Dati, Rue de Valois ?

Rachida Dati va tout d'abord bénéficier des inimitiés qu'elle provoque, en raison de la culture du mépris qui s'exerce à son encontre. Mais cela est un peu court pour



Rachida Dati Rue de Valois ? La preuve du désintérêt de Macron pour la culture, selon Florence Portelli.

masquer le grossier débauchage d'une élue qui fustigeait quotidiennement le pouvoir en place, ainsi que le désintérêt du président sur le sujet, sa politique culturelle sur un mandat et demi se résumant au Pass Culture. Je remarque juste qu'après avoir nommé à ce poste Roselyne Bachelot, la culture est un terrain d'expérimentation pour l'apprenti sorcier de l'Élysée. Or, une véritable politique culturelle est une de nos plus ardentes obligations : une nation repose aussi sur une identité culturelle.

Comment la droite représentée par Les Républicains peut-elle retrouver le pouvoir ?

Pour retrouver le pouvoir, il faut cesser de recycler les mêmes thématiques depuis vingt ans, et de se cantonner au rôle de commentateurs de nos querelles. Il est temps de porter un constat lucide sur nos échecs et nos reniements qui nous ont coupés du peuple. Et de proposer une alternative qui ne ressemble pas à un catalogue de mesures adoucies par Bercy mais à un vrai projet politique reposant sur un socle éducatif et culturel qui tire nos enfants vers le haut, en étant intransigeant sur l'exigence de beauté dans nos politiques urbaines, en redéfinissant notre puissance française sur les scènes européenne et internationale, en portant une écologie de droite qui s'ancre dans nos territoires. Et en s'attachant à la dignité de chacun d'entre nous, notamment par un revenu d'utilité sociale permettant de reconnaître l'engagement et les sacrifices de nos aidants, des parents d'enfants porteurs de handicap, des bénévoles. Il est temps enfin d'être inspiré et d'avoir du panache ! ■

Propos recueillis par Jean-Christophe Buisson

“La défense d’une gastronomie anti-« malbouffe » qui contribue à l’identité de nos provinces peut fédérer”

l’impôt, il devrait exister un consentement aux mesures écologiques qui pourrait être facilité par des systèmes plus souples de bonus-malus.

[...] Au-delà des collectivités, la droite pourrait également porter un discours fort pour nos concitoyens vivant en zone rurale. Face au sentiment d’abandon de Français vivant dans des territoires isolés, éloignés des services publics essentiels (établissements scolaires, cabinets médicaux, hôpitaux, etc.), la transition écologique peut apporter une espérance et surtout des solutions concrètes en mettant fin à la fracture territoriale liée aux transports avec de nouveaux modes de circulation se substituant à ceux qui aujourd’hui constituent l’un des premiers facteurs de la pollution de l’air.

Une chose est sûre : la transition écologique ne se fera pas sans le monde rural. L’idée que les deux soient incompatibles ne peut sortir que de cerveaux de bobos qui confondent sentiers forestiers et pistes cyclables, champs de blé et jardin expérimental, cassoulet et merguez végétales. Et en opposition aux méfaits de la mondialisation, la défense d’une gastronomie anti-« malbouffe » qui contribue à l’identité de nos provinces peut bien évidemment fédérer. Il est en effet temps de redonner ses lettres de noblesse à notre gastronomie, monument de notre culture, héritage d’un savoir-faire ancestral et terrain de créativité pour les jeunes comme pour les plus âgés, pour les professionnels comme pour les amateurs. La gastronomie n’est pas qu’une culture de la bonne cuisine. Elle est aussi une approche du corps, de la santé et du souci de soi, mais aussi du souci de la nature, parce qu’elle nous initie à la connaissance de ses productions, au respect de ses ressources et au bien que nous en recevons. En redonnant son sens à l’art de la table, on respectera mieux les circuits courts et les produits de saison. Et encore une fois, ce n’est pas en s’attaquant à nos agriculteurs, en les stigmatisant que l’on y arrivera. Une politique de droite c’est à mon sens une politique de la souveraineté alimentaire et de l’identité culinaire – et il est grand temps que l’on s’y attelle sérieusement.

Extraits choisis par Jean-Christophe Buisson



*Franc-parler, de Florence Portelli,
Editions du Cerf, 159 p., 20 €.*